



BOLETIM OFICIAL

PREÇO DESTE NÚMERO — 120\$00

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial deve ser enviada à Administração da Imprensa Nacional, na cidade da Praia.

Os originais dos vários serviços públicos deverão conter a assinatura do chefe, autenticada com o respectivo carimbo a óleo ou selo branco.

O preço dos anúncios é de 1200\$ a lauda. Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas intercaladas no texto, será o respectivo espaço acrescentado de 50%.

O mínimo de cobrança pela inserção no Boletim Oficial de qualquer anúncio ou outro assunto sujeito a pagamento é de 600\$.

Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.

Os demais actos referente à publicação no Boletim Oficial estão regulamentados pelo Decreto nº 74/92, publicado no Suplemento ao Boletim Oficial nº 26/92, de 30 de Junho

ASSINATURAS

Para o país:

	Ano	Semestre
I Série	2 300\$00	1 700\$00
II Série	1 500\$00	900\$00
I e II Séries	3 100\$00	2 000\$00
AVULSO por cada página ..	6\$00	

Os períodos de assinaturas contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.

Para países de expressão portuguesa:

	Ano	Semestre
I Série	3 000\$00	2 400\$00
II Série	2 000\$00	1 700\$00
I e II Séries	3 800\$00	2 500\$00

Para outros países:

I Série	3 400\$00	2 800\$00
II Série	2 500\$00	2 000\$00
I e II Séries	3 900\$00	2 800\$00

SUMÁRIO

CONSELHO DE MINISTROS:

Decreto nº 7/98:

Aprova o Acordo Fitossanitário entre o Governo da República de Cabo Verde e o Governo da República do Senegal.

Decreto nº 8/98:

Aprova a Convenção Geral de Segurança Social entre o Governo da República de Cabo Verde e o Governo da República do Senegal.

Resolução nº 49/98:

Nomeia Elisa Ferreira da Silva, para, em comissão ordinária de serviço desempenhar o cargo de Presidente do Instituto Superior de Engenharia e Ciências do Mar.

Rectificações:

Ao Decreto-Lei nº33/98, de 31 de Agosto.

À Portaria nº49/98 de 14 de Setembro, que aprova o Curso de Gestão Bancária.

Artigo único

É aprovado o Acordo Fitossanitário entre o Governo da República de Cabo Verde e o Governo da República do Senegal, assinado em Dakar, a 12 de Março de 1998, cujo texto vem anexo ao presente diploma de que faz parte integrante.

Artigo 1º

O presente diploma entra imediatamente em vigor e o referido acordo produzirá efeitos de conformidade com o que nele se estipula.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros.

Carlos Veiga — José Luís Jesus — José António Pinto Monteiro.

Publique-se.

O Primeiro-Ministro, Carlos Veiga.

Accord Phytosanitaire entre le Gouvernement de la République du Cap-Vert et le Gouvernement de La République du Sénégal

1. Considérant le Protocole Commercial signé entre la République du Sénégal et la République du Cap-Vert;

2. Conscient du fait que ce protocole promouvra une circulation plus intensive des végétaux et des produits végétaux entre les deux Pays;

3. Respectant la grande importance attribuée à la Quarantaine Végétale, au Sénégal et au Cap Vert,

CONSELHO DE MINISTROS

Decreto nº 7/98

de 5 de Outubro

No uso da faculdade conferida pela alínea d) do nº 2 do artigo 216º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

comme forme de protection de l'agro-écosystème fragile des deux pays;

4. Respectant l'utilité d'une coopération bilatérale en matière de lutte préventive à l'introduction et propagation dans le territoire national, des ennemis ou des ennemis potentiels des végétaux et/ou produits végétaux.

La République du Sénégal et la République du Cap Vert, se sont mises d'accord sur les points suivants:

Article I

Objectif

Le présent Accord vise à établir les conditions phytosanitaires qui favorisent la mise en vigueur du Protocole Commercial signé entre les deux Pays.

Article II

Definitions

Dans le présent protocole les termes ci-dessous sont définis comme suit:

Végétaux: Les plantes vivantes et les parties des plantes vivantes, en incluant les semences.

Produits végétaux: Produits non manufacturés d'origine végétale, incluant les pollens, ainsi que les produits transformés de même origine qui, par sa nature ou le caractère de sa transformation, peuvent constituer un risque de diffusion des ennemis des végétaux.

Importateur: Personne individuelle ou collective, inscrite à la Direction Générale du Commerce du Pays importateur.

Autorisation Phytosanitaire d'importation: Document émis par les Services de la Protection des Végétaux du pays importateur, permettant à priori, pour ce qui concerne les aspects phytosanitaire, l'entrée du ou des produits dans les pays.

Certificat Phytosanitaire: Document émis par les Services de la protection des végétaux du pays d'origine, comme preuve que les végétaux et/ou les produits végétaux à exporter sont indemnes des organismes nuisibles ou potentiellement nuisibles qui peuvent mettre en péril l'agriculture du pays importateur.

Ennemis des végétaux: Tout organisme végétal ou animal, ou tout agent pathogène qui soit nuisible ou potentiellement nuisible aux végétaux et/ou produits végétaux.

Article III

Champ d'application

1. Cet Accord s'applique aux importateurs professionnels qui veulent introduire sur les territoires des Républiques du Cap Vert et du Sénégal, les végétaux et/ou les produits végétaux provenant de l'un des deux pays.

2. Les végétaux et/ou les produits végétaux concernés par cet Accord sont destinés exclusivement à la consommation et/ou à la transformation et ne peuvent, en aucun cas, être utilisés à des fins de multiplication.

Article IV

Condition d'application

1. Les végétaux et/ou les produits végétaux listés dans le protocole commercial, qui pour le moment peu-

vent être introduits en République du Cap Vert ou en République du Sénégal sont ceux qui se trouvent dans le tableau I en annexe et doivent satisfaire aux conditions décrites dans le même tableau.

2. Les végétaux et/ou les produits végétaux absents de l'article IV item 1, feront l'objet de futures appréciations techniques entre les deux parties.

3. N'importe quel produit indiqué au tableau 1, peut être exclu de la liste, dès qu'il est constaté un risque phytosanitaire considérable par son introduction.

Article V

Création d'une commission bilatérale

1. Il est créé une Commission bilatérale composée de trois techniciens de la direction de la protection des Végétaux, de la Direction du commerce extérieur et de la direction générale des Douanes de chaque pays, désignés par leurs Ministres respectifs.

2. Cette commission se réunira une fois par an et, exceptionnellement, chaque fois que de besoin, pour analyser les conditions d'importation des produits concernés par cet Accord.

3. Il revient aux membres de cette Commission, de préparer, d'actualiser et de mettre à disposition, les informations utiles, nécessaires pour les études phytosanitaires conséquentes.

Article VI

Validité

Le présent Accord entre en vigueur conformément aux termes de l'article VIII. Il sera valable pour une période de deux ans, renouvelables par tacite reconduction. Il pourra être dénoncé par l'une des Parties, par voie diplomatique avec un préavis de six (6) mois.

Article VII

Conformité aux législations nationales

1. Le présent Accord ne doit pas être en contradiction avec les législations nationales en vigueur. Il peut être modifié conformément aux changements qui peuvent intervenir dans ces législations.

2. En cas de conflit, de doute et/ou d'omission l'on prendra en compte l'avis de la Commission bilatérale qui veillera à la conformité avec les législations nationales.

Article VIII

Entrée en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur après notification par les Parties intéressées, suivi de l'accomplissement des formalités propres à chaque Etat.

Fait à Dakar, le 12 mars 1998, en deux exemplaires originaux, en langue française et portugaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République du Cap Vert
S. E. M. *Amílcar Spencer Lopes*, Ministre des Affaires Étrangères et des Communautés.

Por le Gouvernement de la République du Sénégal,
S.E. M. *Robert Sagna*, Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture.

TABLEAU 1

Désignation	Organe de la plante, dont l'importation est permise	Conditions préalables
Laitue	Fueilles	Privées de quelque autre partie végétale et de terre
Haricots	Grains	Privés des gousses;
Manioc	Racines	Privées de quelque autre partie végétale, de terre, lavées;
Oignon	Bulbe	Privés de quelque autre partie végétale et de terre;
Tomate	Fruits	Privés de quelque autre partie végétale;
Noix d'acajou	Noix	Privés de quelque autre partie végétale
«Cabaceira»	Fruits	Privés de quelque autre partie végétale
Citrus	Fruits	Privés de quelque autre partie végétale (comme pédoncule, feuille etc); lavés et cirés;
Piment (frais, secs et triturés)	Fruits/semences	Privés de quelque autre partie végétale;
Arachide	Fruits	Privés de quelque autre partie végétale;
Sambara	Semences	Privées de quelque autre partie végétale;
Néré	Semences	Privées de quelque autre partie végétale;
Choux	Feuilles	Privées de quelque autre partie végétale;
Mangues	Fruits	Privés de quelque autre partie; lavées, privées de taches;
Cucurbitaceae	Fruits	Privées de quelque autre partie végétale; lavés;
Coco	Noix	Privés d'écorces («mesocarpo»)
Porre («fole»)	Fruits	Privés de quelque autre partie végétale, lavés;
Jaque	Fruits	Privés de «mesocarpo»
Palmiste (coconote/chabéu)	Fruits/semences	Privés d'inflorescences;
Patate douce	Racines	Privées de quelque autre partie végétale; lavées; racines ne doivent pas être gâtées et ne doivent pas avoir des orifices;
Goyave	Fruits	Privés de quelque autre partie végétale;
Banane	Fruits	Privés de quelque autre partie végétale (comme pédoncule feuille, fleurs etc); lavés et cirés;

Acordo Fitossanitário entre a República do Senegal e a República de Cabo Verde

1. Considerando o protocolo comercial assinado entre a República do Senegal e a República de Cabo Verde;

2. Conscientes de que esse protocolo promoverá maior circulação de vegetais e/ou produtos vegetais entre os dois países;

3. Respeitando a grande importância atribuída à Quarentena Vegetal no Senegal e em Cabo Verde, como forma de proteger a fragilidade do agroecossistema de ambos os países;

4. Reconhecendo a utilidade de uma cooperação bilateral em matéria de luta preventiva na introdução e propagação dentro do território nacional de inimigos ou potenciais inimigos de vegetais e/ou produtos vegetais;

A República do Senegal e a República de Cabo Verde, acordam no seguinte:

Artigo I

Objectivo

O presente Acordo visa estabelecer as condições fitossanitárias que favoreçam a implementação do protocolo comercial assinado entre os dois países.

Artigo II

Definições

Nos termos do presente acordo deve-se entender por:

Vegetais: as plantas vivas e partes de plantas vivas, incluindo as sementes.

Produtos vegetais: produtos não manufacturados de origem vegetal, incluindo o pólen, assim como os produtos transformados da mesma origem que, dada sua natureza ou o carácter da sua transformação, podem constituir um risco de difusão de inimigos dos vegetais.

Importador: Pessoa individual ou colectiva, inscrita na Direcção-Geral do Comércio do país importador.

Autorização Fitossanitária de Importação: documento emitido pelos Serviços de Protecção Vegetal do país importador, permitindo à priori, nos seus aspectos fitossanitários, a entrada do(s) produto(s) no país.

Certificado Fitossanitário: documento emitido pelos Serviços de Protecção Vegetal do País de origem, comprovando que os vegetais e/ou produtos vegetais a serem exportados estão indemnes de organismos nocivos ou potencialmente nocivos, que possam pôr em risco a agricultura do país importador.

Inimigos de vegetais: todo o organismo vegetal ou animal, ou ainda todo o agente patogénico que seja nocivo ou potencialmente nocivo aos vegetais e/ou produtos vegetais.

Artigo III

Campo de aplicação

1. Este Acordo, aplica-se a importadores que a título profissional pretendam introduzir no território da República de Cabo Verde ou do Senegal, vegetais e/ou produtos vegetais provenientes de um dos dois países.

2. Os vegetais e/ou produtos vegetais objectos deste Acordo destinam-se exclusivamente ao consumo e/ou transformação, não podendo ser utilizado, em caso algum, para fins de multiplicação.

Artigo IV

Condições de aplicação

1. Dos vegetais e/ou produtos vegetais constantes no protocolo comercial, os que de momento podem ser introduzidos na República de Cabo Verde ou na República do Senegal se encontram no quadro I em anexo, e devem satisfazer as condições discriminadas no mesmo quadro.

2. Os vegetais e/ou produtos vegetais ausentes do artigo IV item 1, serão objectos de futuras apreciações técnicas entre as duas partes.

3. Qualquer produto constante no quadro I, pode ser excluído do mesmo, desde que se constate que o mesmo acarrete risco fitossanitários consideráveis na sua introdução.

Artigo V

Criação de uma comissão bilateral

1. É criada uma comissão bilateral composta por três técnicos da Direcção da Protecção de Vegetais, da Direcção do Comércio e da Direcção-Geral das Alfândegas de cada País, a serem designados pelos respectivos ministros.

2. Essa comissão se reunirá pelo menos uma vez por ano e, extraordinariamente, sempre que assim se fizer necessário, para analisar as condições de importação dos produtos, objectos deste acordo.

3. Caberá aos membros dessa comissão de preparar, de actualizar e disponibilizar as informações pertinentes e necessárias para os respectivos estudos fitossanitários.

Artigo V

Validade

O presente Acordo entrará em vigor conforme os termos do artigo VIII e será válido por um período de dois (2) anos renováveis. A sua renovação será feita tacitamente e poderá ser denunciada por uma das partes e pela via diplomática com um aviso prévio de seis (6) meses.

Artigo VII

Enquadramento nas legislações nacionais

1. O presente Acordo não deverá contrariar o disposto nas legislações nacionais em vigor, estando sujeito às alterações que porventura possam ser feitas no quadro das mesmas.

2. Em caso de conflito, dúvidas e/ou omissões será considerado o parecer da comissão bilateral e o estabelecido nas legislações nacionais.

Artigo VIII

Entrada em vigor

O presente acordo entrará em vigor após notificação, pelas partes interessadas do cumprimento das formalidades próprias de cada Estado.

Assinado em Dakar, aos 12 de Março de 1998 em dois exemplares em línguas francesa e portuguesa, ambos os textos fazendo igualmente fé.

Pela República de Cabo Verde, *Amílcar Spencer Lopes*, Ministro dos Negócios Estrangeiros e das Comunidades.

Pela República do Senegal, *Robert Sagna*, Ministro de Estado Ministro da Agricultura.

QUADRO I

Designação	Órgão da planta cuja importação é permitida	Condições prévias
Alface	Folhas	Desprovidas de qualquer outra parte vegetal e de terra, lavadas;
Feijões	Grão	Desprovidos de vagens
Mandioca	Raízes	Desprovidos de qualquer outra parte vegetal e de terra; lavados e encerados;
Cebola	Bulbos	Desprovidos de qualquer outra parte vegetal e de terra
Tomate	Frutos	Desprovidos de qualquer outra parte vegetal;
Castanhas de caju	Castanhas	Desprovidos de qualquer outra parte vegetal;
Calabaceira	Frutos	Desprovidos de qualquer outra parte vegetal;
Citrinos	Frutos	Desprovido de qualquer outra parte vegetal (como pedúnculos, folhas); lavados e encerados;
Malagueta fresca, seca ou triturada	frutos/sementes	Desprovidos de qualquer outra parte vegetal;
Mancarra sem casca	frutos	Desprovidos de qualquer outra parte vegetal;
«Netetu»	Sementes	Desprovidos de qualquer outra parte vegetal;
Veludo	Sementes	Desprovidos de qualquer outra parte vegetal;
Couvés	Folhas	Desprovidas de qualquer outra parte vegetal, lavadas
Mangas	Frutos	Desprovidos de qualquer outra parte vegetal, sem manchas, lavados;
Cucurbitáceas (pepino, melão, melancia, abóbora)	Frutos	Desprovidos de qualquer outra parte vegetal, lavados.
Coco	Nozes de coco	Desprovidos de casca (mesocarpo)
Fole	Frutos	Desprovidos de qualquer outra parte vegetal; lavados
Jaca	Frutos	Desprovidos de mesocarpo;
Chabéu/coconote	Frutos/sementes	Desprovidos de inflorescência (cacho)
Batata doce	Frutos/sementes	Desprovidos de qualquer outra parte vegetal; raízes não danificadas, sem orifícios; lavados;
Goiaba	Frutos	Desprovidos de qualquer outra parte vegetal, como pedúnculo e flores; lavados;
Bana	Frutos	Desprovidos de qualquer outra parte vegetal.

Decreto n° 8/98

de 5 de Outubro

No uso da faculdade conferida pela alínea d) do n° 2 do artigo 216° da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo único

É aprovado a Convenção Geral de Segurança Social entre Governo da República de Cabo Verde e o Governo da República do Senegal, assinado em Dakar, a 12 de Março de 1998, cujo texto vem anexo ao presente diploma de que faz parte integrante.

Artigo 2°

O presente diploma entra imediatamente em vigor e o referida Convenção produzirá efeitos de conformidade com o que nele se estipula.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros.

Carlos Veiga — José Luís Jesus — Orlando Maria Duarte Santos Ferreira.

Publique-se.

O Primeiro Ministro,

Carlos Veiga.

Convention Générale de Sécurité sociale entre le Gouvernement de la République du Cap-Vert et le Gouvernement de la République du Sénégal

Le Gouvernement de la République du Cap-Vert et le Gouvernement de la République du Sénégal d'autre part,

Considérant les liens d'amitié existant entre les deux pays,

Considérant la situation géographique des deux Etats, leurs relations économiques et les liens traditionnels qui les unissent,

Considérant leur désir de coopérer dans le domaine social, sur la base de la réciprocité de traitement,

Considérant leur attachement aux principes de l'égalité de traitement des ressortissants des deux Etats au regard de la législation de Sécurité sociale de chaque pays et,

Désireux de continuer à assurer à leurs ressortissants les droits acquis et en cours d'acquisition en vertu de la législation de l'un des Etats,

Sont convenus de ce qui ce suit:

TITRE PREMIER

Dispositions Générales

Article 1

Definitions

Por l'application de la presente Convention:

a) Le terme «Partie contractante» désigne: la République du Cap-Vert et la République du Sénégal;

b) Le terme «Ressortissant d'une Partie contractante» désigne: toute personne ayant la nationalité de l'une des Parties contractantes;

c) Le terme «Législation» désigne: les Lois, les Règlements et les Dispositions statutaires qui sont en vigueur dans les deux pays dans le domaine de la Sécurité sociale;

d) Le terme «Autorités compétentes» désigne: les Ministres dont relèvent les Institutions de Sécurité sociale sur le territoire de chacune des Parties contractantes.

Article 2

Egalité de Traitement

1. Les ressortissants cap-verdiens exerçant au Sénégal une activité salariée ou assimilée sont soumis aux législations de Sécurité sociale énumérées à l'Article 5, applicables au Sénégal, et en bénéficient, ainsi que leurs ayants droit, dans les mêmes conditions que les ressortissants sénégalais.

2. Les ressortissants sénégalais exerçant au Cap-Vert une activité salariée ou assimilée sont soumis aux législations de Sécurité sociale énumérées à l'Article 5, applicables au Cap-Vert, et en bénéficient, ainsi que leurs ayants droit, dans les mêmes conditions que les ressortissants cap-verdiens.

Article 3

Levée de la clause de residence

1. Les dispositions contenues dans les législations de l'une des Parties contractantes qui restreignent les droits des étrangers ou opposent à ceux-ci des déchéances en raison de leur résidence, ne sont pas opposables aux ressortissants de l'autre Partie contractante, quelle soit leur lieu de résidence.

2. Les règles de majoration ou de revalorisation prévues par la législation d'une Partie contractante sont applicables aux ressortissants de l'autre Partie contractante.

Article 4

Dispositions de non cumul

1. La présente Convention ne peut conférer ou maintenir le droit de bénéficier de plusieurs prestations de même nature ou de plusieurs prestations se rapportant à une même période d'assurance obligatoire, sauf en ce qui concerne les prestations de vieillesse, d'invalidité, de survivant ou de maladie professionnelle qui sont liquidées conformément aux dispositions des Articles 13, 14, 23, 24 & 25 de la présente Convention.

2. Les clauses de réduction de suspension ou de suppression prévues par législation d'une Partie contractante, en cas de cumul d'une prestation avec d'autres prestations ou d'autres revenus, ou du fait de l'exercice d'une activité professionnelle, sont opposables au bénéficiaire même s'il s'agit de prestations acquises au titre de la législation de l'autre Partie contractante ou s'il s'agit de revenus obtenus ou d'une activité exercée sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 5

Champ d'application matériel

1. Les législations auxquelles s'applique la présente Convention sont dans les deux pays:

- a) Les législations sur les prestations familiales;
- b) Les législations sur la prévention et la réparation des accidents du travail et les maladies professionnelles;
- c) Les législations sur les pensions de vieillesse, d'invalidité et de survivant;
- d) Les législations sur l'assurance-maladie.

2. La présente Convention s'applique également à tous les actes législatifs ou réglementaires qui ont modifié ou complété ou qui modifieront ou compléteront les législations énumérées au paragraphe 1^{er} du présent Article.

Toutefois, elle ne s'appliquera:

- a) Aux actes législatifs ou réglementaires couvrant une branche nouvelle de la sécurité sociale que si un accord intervient à cet effet entre les Parties contractantes;
- b) Aux actes législatifs ou réglementaires qui étendront les régimes existants à de nouvelles catégories de bénéficiaires que s'il n'y a pas à cet égard opposition du Gouvernement de la Partie qui modifie sa législation, notifiée au Gouvernement de l'autre Partie, dans un délai de trois (03) mois à compter de la publication officielle desdits actes.

Article 6

Champ d'application Territorial

Les territoires couverts par la présente Convention sont:

En ce qui concerne la République du Cap-Vert: le territoire de la République du Cap-Vert, y compris les eaux territoriales ainsi que la zone située au-delà de la mer territoriale sur laquelle le Cap-Vert peut exercer des droits souverains aux fins d'exploration et d'exploitation, de conservation et de gestion des ressources naturelles biologiques.

En ce qui concerne la République du Sénégal: le territoire de la République du Sénégal y compris les eaux territoriales ainsi que la zone située au-delà de la mer territoriale sur laquelle le Sénégal peut exercer des droits souverains aux fins d'exploration et d'exploitation, de conservation et de gestion des ressources naturelles biologiques ou non biologiques.

Article 7

Champ d'application

1. Relèvent de la présente Convention les ressortissants de l'une ou l'autre partie contractante, exerçant ou ayant exercé, à titre de travailleurs salariés ou assimilés, une activité salariée ou assimilée, ainsi que leurs ayants droit.

2. Relèvent également de la présente Convention les apatrides et les personnes ayant le statut de réfugié résidant sur le territoire de l'une ou l'autre des parties ainsi que leurs ayants droit.

3. Relèvent enfin de la présente Convention les travailleurs indépendants qui exercent leur activité professionnelle sur le territoire d'une Partie Contractante, même s'ils résident sur le territoire de l'autre Partie contractante.

4. Ne sont pas compris dans le champ d'application de la présente Convention:

- a) Les travailleurs autres que ceux exerçant une activité salariée ou assimilée;
- b) Les fonctionnaires civils et militaires et les personnes assimilées;
- c) Les agents diplomatiques ou consulaires.

Article 8

Legislation applicable

1. Les ressortissants de l'une des parties contractantes exerçant une activité salariée ou assimilée sur le territoire de l'autre partie contractante sont obligatoirement assujettis au régime de sécurité sociale de cette dernière partie.

2. Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1 du présent article, ne sont pas assujettis au régime de sécurité sociale du pays du lieu de travail et demeurent soumis au régime de sécurité sociale du pays d'origine:

- a) Les travailleurs salariés détachés par leur employeur sur le territoire de l'autre pays pour y effectuer un travail déterminé pour le compte dudit employeur pour autant que le durée du détachement n'excède pas douze (12) mois renouvelables une fois, sous réserve de l'accord préalable des autorités administratives compétentes des deux pays;
- b) Les personnels salariés, autres que ceux visés à l'article 7 alinéa 3, paragraphe b) au service d'une Administration de l'un des Etats contractants qui sont affectés sur le territoire de l'autre Etat, continuent à être soumis au régime de sécurité sociale de l'Etat qui les a affectés;
- c) Les personnels salariés des postes diplomatiques ou consulaires autres que ceux visés à l'Article 7 alinéa 3 paragraphe c), de même que les travailleurs au service personnel d'agents de ces postes, ont la facilité d'opter pour l'application de la législation de l'Etat représenté, pour autant que ces salariés soient des ressortissants de cet Etat;

- d) Les agents non fonctionnaires mis par l'une des Parties contractantes à la disposition de l'autre Partie contractante sur la base d'un contrat de concours en personnel établi en application des accords conclus entre le Cap-Vert et le Sénégal sont soumis à la législation de la première Partie contractante;

- e) Les travailleurs salariés des entreprises publiques ou privées de transport de l'un des Etats contractants, occupés sur le territoire de l'autre Etat, soit à titre temporaire, soit comme personnel ambulancier, sont soumis au régime de sécurité sociale en vigueur sur le territoire de l'Etat où l'entreprise a son siège.

3. Les Autorités administratives compétentes des Parties contractantes pourront prévoir, d'un commun accord, et dans l'intérêt des travailleurs de l'un ou de l'autre pays, d'autres dérogations aux dispositions de l'alinéa 1 du présent Article. Inversement, elles pourront convenir que les dérogations prévues à l'alinéa 2 dudit Article ne s'appliquent pas dans certains cas particuliers.

TITRE II

Dispositions particulières aux différentes catégories de prestations

CHAPITRE PREMIER

Accidents du travail et maladies professionnelles

Article 9

Transfert de résidence

1. Un travailleur cap-verdien, victime d'un accident de travail ou atteint d'une maladie professionnelle au Sénégal ou un travailleur sénégalais, victime d'un accident du travail ou atteint d'une maladie professionnelle au Cap-Vert et admis au bénéfice des prestations dues pendant la période d'incapacité temporaire, conserve le bénéfice desdites prestations lorsqu'il transfère sa résidence sur le territoire de l'autre Partie.

2. Le travailleur doit, avant de transférer sa résidence, obtenir l'autorisation de l'institution d'affiliation. Cette autorisation est donnée jusqu'à la date présumée de la guérison ou de la consolidation de la blessure.

3. Lorsque, à l'expiration du délai ainsi fixé, l'état de la victime le requiert, celle-ci a la possibilité d'obtenir la prorogation du délai jusqu'à la date de la guérison ou de la consolidation de sa blessure. La décision est prise par l'Institution d'affiliation au vu notamment des conclusions du contrôle médical effectué par l'Institution de la nouvelle résidence de l'intéressé.

Article 10

Cas de rechute

Lorsque le travailleur salarié cap-verdien ou sénégalais est victime d'une rechute de son accident ou de sa maladie professionnelle alors qu'il a transféré sa résidence dans l'autre pays, il a droit au bénéfice des prestations en nature et en espèces, à condition qu'il ait obtenu l'accord de l'Institution sénégalaise ou cap-verdienne à laquelle il était affilié à la date de l'accident ou de la première constatation de la maladie professionnelle.

Article 11

Service des prestations de l'incapacité temporaire

1. Les prestations en nature prévues aux Article 9 et 10 sont servies par l'Institution du pays de la nouvelle

résidence de l'intéressé selon les dispositions de la législation qu'elle applique en ce qui concerne l'étendue et les modalités du service des prestations.

2. Les prestations en espèces prévues aux Article 9 et 10 sont servies par l'Institution d'affiliation de l'intéressé, conformément à la législation qu'elle applique par l'intermédiaire de l'Institution du pays de la nouvelle résidence.

Article 13

Prestations en nature de grande importance

Dans le cas prévu aux Article 9 et 10, l'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres prestations en nature d'une grande importance dont la liste sera annexée à l'Arrangement administratif, est subordonné, sauf en cas d'urgence, à l'autorisation préalable de l'Institution d'affiliation.

Article 14

Accidents Successifs

Pour apprécier le degré d'incapacité permanente résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, au regard de la législation d'une Partie, les accidents du travail ou les maladies professionnelles survenus antérieurement sous la législation de l'autre Partie sont pris en considération comme s'ils étaient survenus sous la législation de la première Partie.

Article 15

Maladies professionnelles

1. Lorsque le travailleur atteint d'une maladie professionnelle a exercé, sur le territoire des deux Parties, un emploi susceptibles de provoquer ladite maladie, les prestations auxquelles ces travailleurs ou ses survivants peuvent prétendre sont accordées exclusivement au titre de la législation de la partie sur le territoire de laquelle l'emploi en cause a été exercé en dernier lieu, et sous réserve que l'intéressé remplisse les conditions prévues par cette législation.

2. Lorsque la législation de l'une des Parties contractantes subordonne le bénéfice des prestations de maladie professionnelle à la condition que la maladie ait été constatée médicalement pour la première fois sur son territoire, cette condition est réputée remplie lorsque ladite maladie a été constatée pour la première fois sur le territoire de l'autre Partie.

3. En cas de pneumoconiose sclérogène, les dispositions suivantes sont applicables:

- a) Lorsque la législation de l'une des Parties contractantes subordonne le bénéfice des prestations de maladies professionnelles à la condition qu'une activité susceptible de provoquer la maladie considérée ait été exercée pendant une certaine durée, l'Institution compétent de cette Partie prend en considération, dans la mesure nécessaire, les périodes pendant lesquelles une telle activité a été exercée sur le territoire de l'autre Partie;

- b) La charge des prestations est répartie entre les Institutions compétentes des deux Parties selon les modalités précisées par l'Arrangement administratif.

Article 16

Aggravation de la maladie professionnelle

En cas d'aggravation d'une maladie professionnelle réparée en vertu de la législation de l'une des Parties contractantes, alors que la victime réside sur le territoire de l'autre Partie, les règles suivantes sont applicables:

- a) Si le travailleur n'a pas exercé sur le territoire du pays de sa nouvelle résidence un emploi susceptible de provoquer cette maladie professionnelle;
- b) Si le travailleur a exercé sur le territoire du pays de sa nouvelle résidence un emploi susceptible de provoquer cette aggravation.

L'institution de la première Partie contractante continue à prendre à sa charge la prestation due à l'intéressé en vertu de sa propre législation comme si la maladie n'avait subi aucune aggravation.

L'Institution de l'autre Partie prend à sa charge le supplément de prestation correspondant à l'aggravation. Le montant de ce supplément est alors déterminé selon la législation de cette dernière Partie contractante comme si la maladie s'était produite sur son propre territoire; il est égal à la différence entre le montant de la prestation qui aurait été due après l'aggravation et le montant de la prestation qui est due avant l'aggravation.

Article 17

Rentes de conjoint (s) survivant (s)

En cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle suivi de mort, la rente due au conjoint est liquidée selon la législation applicable.

CHAPITRE II

Prestations familiales

Article 18

Totalisation des périodes d'emploi

Lorsque, pour l'ouverture du droit aux prestations familiales, le travailleur ne justifie pas de toute la période d'emploi requise par la législation du nouveau pays d'emploi, il est fait appel pour compléter ladite période, à la période d'emploi, il est fait appel, pour compléter ladite période, à la période ou assimilée accomplie dans l'autre pays.

Article 19

Ouverture du droit aux prestations familiales

1. Les travailleurs salariés occupés au Cap-Vert ou au Sénégal peuvent prétendre pour leurs enfants qui résident sur le territoire de l'autre pays aux presta-

tions familiales prévues par la législation du pays d'emploi, s'ils remplissent les conditions prévues par cette législation;

2. Les prestations familiales visées à l'alinéa 1 du présent Article sont dues au titre des périodes d'emploi et des périodes assimilées, telles que les prévoit la législation sur les prestations familiales du pays d'emploi.

Article 20

Enfants bénéficiaires

Les enfants bénéficiaires des prestations familiales visées à l'Article 19 sont les enfants à charge du travailleur au sens de la législation du pays de leur résidence.

Article 21

Service des prestations familiales

Le service des prestations familiales est assuré directement par l'Institution de la Partie contractante sur le territoire de laquelle s'exerce l'activité salariée selon sa propre législation.

Article 22

Transfert de résidence de la femme salariée

1. La femme salariée en congé de maternité qui réside ou séjourne sur le territoire d'une Partie contractante autre que celui du pays d'emploi continue à bénéficier sur le territoire de cette Partie contractante des prestations en espèces et en nature prévues par la législation du pays d'emploi.

2. Ces prestations sont servies directement à l'intéressée par l'Institution du pays d'emploi selon sa propre législation comme si l'intéressée continuait à résider sur le territoire de ce pays.

Article 23

Travailleurs détachés

1. Les enfants des travailleurs visés à l'article 8 alinéa 2 paragraphe a) qui les accompagnent dans l'autre pays, ouvrent droit aux prestations familiales prévues par la législation du pays d'origine.

2. Le service des prestations familiales est assuré directement par l'Institution du pays d'origine des intéressés.

CHAPITRE III

Assurances vieillesse, invalidité et décès

Article 24

Droit d'option

1. Le travailleur salarié cap-verdien ou sénégalais qui, au cours de sa carrière, a été soumis successivement ou alternativement sur le territoire des deux Parties contractantes à un ou plusieurs régimes d'assurance vieillesse de chacune de ces Parties, dispose,

au moment où s'ouvre son droit à prestation, de la faculté d'opter entre l'application conjointe et l'application séparée des législations de chacune des Parties contractantes.

a) S'il opte pour l'application séparée des législations nationales, les prestations auxquelles il peut prétendre de la part de chacune de ces législations sont alors liquidées sans tenir compte des périodes d'assurance ou équivalents accomplies dans l'autre pays, comme si l'intéressé n'avait été soumis qu'à la législation d'un seul pays;

b) Si, au contraire, il opte pour l'application conjointe des législations nationales, les prestations auxquelles il peut prétendre de la part de ces législations sont liquidées suivant les règles fixées aux articles suivants du présent chapitre.

2. Lorsque le décès, ouvrant droit à l'attribution d'une pension de survivant, survient avant que le travailleur ait obtenu la liquidation de ses droits au regard de l'assurance vieillesse, ses ayants droits disposent de la faculté d'option visée au paragraphe du présent article.

Article 25

Totalisation des périodes d'assurance (regles générales)

1. Les périodes d'assurance accomplies sous chacune des législations des deux Parties contractantes, de même que les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance, sont totalisées à la condition qu'elles ne se superposent pas, tant en vue de l'ouverture de la détermination du droit aux prestations qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.

2. Les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance sont, dans chaque pays, celles qui sont reconnues comme telles par la législation de ce pays.

3. Lorsque la période reconnue équivalente à une période d'assurance par la législation d'un pays coïncide avec une période d'assurance accomplie dans l'autre pays, seule la période d'assurance est prise en considération par l'Institution de ce dernier pays.

4. Lorsqu'une même période est reconnue équivalente à une période d'assurance, à la fois par la législation cap-verdienne et par la législation sénégalaise, ladite période est prise en considération par l'Institution du pays où l'intéressé a été assuré à titre obligatoire en dernier lieu avant la période en cause.

Article 26

Liquidation des prestations

1. Compète tenu de la totalisation des périodes d'assurance et assimilées effectuée comme il est dit à l'Article précédent, l'Institution compétente de chaque pays détermine, d'après sa propre législation, si l'intéressé réunit les conditions requises pour avoir droit aux prestations prévues par cette législation.

2. Si le droit est acquis, l'Institution compétente de chaque pays détermine pour ordre la prestation à la-

quelle l'assuré aurait droit si toutes les périodes d'assurance ou reconnues équivalentes avaient été accomplies exclusivement sous sa propre législation.

3. La prestation effectivement due à l'intéressé par l'Institution compétente de chaque pays est déterminée en réduisant le montant de la prestation visée à l'alinéa précédent au prorata de la durée des périodes d'assurance ou reconnues équivalentes accomplies sous sa propre législation, par rapport à l'ensemble des périodes accomplies dans les deux pays.

Article 27

Durée minimale des périodes d'assurance

1. Lorsque les périodes d'assurance accomplies sous la législation d'une des deux Parties sont inférieures à douze (12) mois, aucune prestation n'est due au titre de la législation de cette Partie.

Toutefois, le pays auprès duquel le droit n'a pas été ouvert, appliquera à l'assuré les dispositions de sa propre législation quand la période de stage de douze (12) mois n'a pas été réalisés.

2. Les périodes d'assurance visée ci-dessus sont néanmoins prises en considération pour l'ouverture des droits par totalisation au regard de la législation de l'autre Partie contractante, dans les termes de l'Article ci-dessus, à moins qu'il n'en résulte une diminution de la prestation due au titre de la législation de cette Partie contractante.

3. Au cas où l'application des dispositions des alinéas 1 et 2 aurait pour effet de décharger les Institutions des deux Parties contractantes de l'obligation de servir une prestation, les périodes sont totalisées en vue de l'ouverture des droits. La liquidation des prestations dues s'effectue conformément aux dispositions des articles 25 et 26.

Article 28

Calcul des prestations

Lorsque, d'après la législation de l'une des Parties contractantes la liquidation des prestations s'effectue sur la base du salaire moyen de tout ou partie de la période d'assurance, le salaire moyen pris en considération pour le calcul des prestations à la charge des Institutions de cette Partie contractante est déterminé d'après les salaires constatés pendant la période d'assurance accomplie sous la législation de ladite partie.

Article 29

Cas de Liquidation successive des prestations

1. Lorsque l'assuré ne remplit pas, au même moment, les conditions exigées par les deux législations qui lui sont applicables, mais satisfait seulement aux conditions de l'une d'elles, la liquidation des prestations par totalisation des périodes accomplies dans les deux pays se trouve différée jusqu'au moment où se trouvent également remplies les conditions exigées par l'autre législation.

2. Il bénéficie des seules prestations prévues par la législation nationale au regard de laquelle le droit est ouvert, et compte tenu des seules périodes accomplies sous cette législation.

3. Lorsque les conditions exigées par l'autre législation se trouvent remplies, il est procédé à la révision des prestations dues à l'assuré dans les termes des Article 25, 26 et 27 s'il a opté pour l'application conjointe des législations de chacune des Parties contractantes, et sous réserve que la liquidation antérieure n'ait pas donné lieu à un remboursement de cotisations.

Article 30

Prestations de survivants

1. Les dispositions du présent chapitre sont applicables, par analogie, aux droits des survivants.

2. Si conformément à son statut civil, l'assuré avait plusieurs épouses, l'avantage dû au conjoint survivant est réparti en part égales et définitivement entre celles-ci.

Les prestations seront liquidées selon la législation applicable.

CHAPITRE IV

Assurance-Maladie

Article 31

Prestations d'assurance-maladie

1. Les travailleurs cap-verdiens au Sénégal bénéficient, ainsi que leurs ayants droit des prestations prévues par les législations sur l'assurance-maladie dans les mêmes conditions que les travailleurs sénégalais.

2. Les travailleurs sénégalais au Cap-Vert bénéficient, ainsi que leurs ayants droit des prestations prévues par les législations sur l'assurance-maladie dans les mêmes conditions que les travailleurs cap-verdiens.

TITRE III

Dispositions Communes

CHAPITRE PREMIER

Mesures d'application de la Convention

Article 32

L'Arrangement administratif

Pour l'application de la présente Convention, les Autorités administratives compétentes des deux pays prendront, outre l'arrangement administratif général, tous les arrangements administratifs le complétant ou le modifiant.

Article 33

1. Les Autorités administratives compétentes des deux pays:

- a) Se communiqueront directement toutes informations concernant les mesures prises, sur

le plan interne, pour l'application de la présente Convention ou de ses arrangements, ainsi que les informations statistiques s'y rapportant.

- b) Se saisiront mutuellement des difficultés qui pourraient naître, sur le plan technique de l'application des dispositions de la Convention ou de ses arrangements.

- c) Se communiqueront directement toutes informations concernant les modifications apportées aux législations et réglementations visées à l'article 5 dans la mesure où ces modifications seraient susceptibles d'affecter l'application de la présente Convention ou des arrangements pris pour son application.

2. pour l'application, tant de la présente Convention que de la législation de sécurité sociale de l'autre Partie contractantes, les Autorités administratives compétentes ainsi que les Institutions de Sécurité sociale des deux Parties contractantes se prêteront leurs bons offices comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation de Sécurité sociale.

CHAPITRE II

Dispositions derogatoires aux législations Internes

Article 34

Exemptions de taxe et dispense de visa

1. Le bénéfice des exemptions de droits d'enregistrement, de greffe, de timbre et de taxes consulaires prévues par la législation de l'une des Parties contractantes pour les pièces à produire aux Administrations ou Institutions de Sécurité sociale de cette Partie contractante est étendu aux pièces correspondantes à produire pour l'application de la présente Convention aux Administrations ou Institutions de Sécurité sociale de l'autre Partie contractante.

2. Tous actes, documents et pièces quelconques à produire pour l'exécution de la présente Convention sont dispensés du visa de législation des Autorités diplomatiques et consulaires et des droits de chancellerie.

Article 35

Formalités

Les formalités prévues par les dispositions légales ou réglementaires de l'une des Parties contractantes pour le service des prestations dues à ses ressortissants sur le territoire de l'autre Partie contractante s'appliqueront également, dans les mêmes conditions, aux ressortissants de l'autre Partie contractante admis au bénéfice de ces prestations en vertu de la présente Convention.

Article 36

Recours

Les recours en matière de Sécurité sociale qui auraient dû être introduits dans un délai déterminé auprès d'une autorité, institution ou juridiction d'une des Parties contractantes compétentes pour les recevoir, sont recevables s'ils sont présentés dans le même délai

à une autorité, institution ou juridiction correspondante de l'autre Partie contractante. Dans ce cas, la transmission des recours à l'autorité, institution ou juridiction compétente de la première Partie contractante devra s'opérer sans retard.

Article 37

Recouvrement des cotisations

Le recouvrement des cotisations et pénalités dues à une institution de l'une des Parties contractantes peut se faire sur le territoire de l'autre Partie contractante, suivant toutes procédures et avec les garanties et privilèges applicables au recouvrement des cotisations et pénalités dues à l'Institution de cette dernière Partie contractante.

Article 38

Tiers responsable

Si une personne bénéficie de prestations au titre de la législation d'une Partie contractante pour un dommage causé ou survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante, les droits de l'Institution débitrice des prestations à l'encontre du tiers responsable, tenu à la répartition du dommage, sont réglés de la manière suivante:

- a) Lorsque l'Institution débitrice est subrogée en vertu de la législation qu'elle applique dans tout ou partie des droits que le bénéficiaire détient à l'encontre du tiers, l'autre Partie contractante reconnaît une telle subrogation.
- b) Lorsque l'Institution débitrice a un droit direct à l'encontre du tiers, l'autre Partie contractante reconnaît ce droit.

CHAPITRE III**Règlement des différends**

Article 39

Conciliation et arbitrage

Toutes les difficultés relatives à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention seront réglées d'un commun accord par les Autorités administratives compétentes visées à l'Article premier.

Au cas où il ne serait pas possible d'arriver, par cette voie, à une solution, le différend sera réglé par voie d'arbitrage. Chacun des deux Gouvernements désignera un arbitre.

Si dans un délai de deux (02) mois les deux arbitres n'ont pas pu parvenir à un accord, ils procéderont à la désignation d'un surarbitre ressortissant d'un pays tiers.

La Commission arbitrale ainsi constituée statuera à la majorité des voix. Sa décision sera définitive et obligatoire.

TITRE IV**Dispositions finales**

Article 40

Durée

La présente Convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

Article 41

Dénunciation

La présente Convention peut être dénoncée par chacune des deux Parties. La dénonciation est notifiée par la voie diplomatique au moins six (06) mois avant l'expiration du terme.

Dans ce cas, les dispositions de la présente Convention restent applicables aux droits acquis, nonobstant les dispositions restrictives prévues par les législations des Parties contractantes pour le séjour à l'étranger du travailleur et de ses ayants droit.

Article 42

Date d'entrée en vigueur

Chaque Partie contractante notifiera, par écrit, à l'autre Partie contractante l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises, en ce qui la concerne, pour l'entrée en vigueur de la présente Convention générale.

La présente Convention générale entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit la date de la dernière de ces notifications.

Fait à Dakar, le 12 mars 1998, en deux exemplaires originaux en langues française et portugaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République du Cap-Vert, S. E. M. *Amílcar Spencer Lopes*, Ministre des Affaires Étrangères et des Communautés.

Pour le Gouvernement de la République du Sénégal, S. E. M. *Robert Sagna*, Ministre d'Etat Ministre de l'Agriculture.

Convenção Geral de Segurança Social entre a República de Cabo Verde e a República do Senegal

O Governo da República de Cabo Verde e o Governo da República do Senegal

Considerando os laços de amizade existentes entre os dois países,

Considerando a situação geográfica dos dois Estados, as suas relações económicas e os laços tradicionais que os unem,

Considerando o desejo comum de cooperar no domínio social, na base da reciprocidade de tratamento,

Considerando a sua adesão aos princípios da igualdade de tratamento dos nacionais dos dois Estados em relação à legislação de segurança social de cada um dos países e,

Desejosos de continuar a assegurar aos seus nacionais os direitos adquiridos e em vias de aquisição ao abrigo da legislação de um dos Estados.

Decidiram concluir uma Convenção-Geral de Segurança Social, e, para o efeitos, acordaram nas seguintes disposições:

TÍTULO PRIMEIRO

Disposições-Gerais

Artigo 1º

Definições

Para a aplicação da presente convenção:

- a) O termo «Parte contratante» designa: a República de Cabo Verde e a república do Senegal;
- b) O termo «Nacional duma parte contratante» designa: qualquer pessoa com a nacionalidade duma das partes contratantes;
- c) O termo «Legislação» designa: as leis, os regulamentos e as disposições estatutárias em vigor nos dois países no domínio da Segurança Social.
- d) O termo «Autoridade competente» designa: os Ministros de que dependem as Instituições de Segurança Social no território de cada uma das Partes Contratantes.

Artigo 2º

Igualdade de tratamento

1. Os nacionais cabo-verdianos que exerçam, no Senegal, uma actividade salariada ou assimilada estão sujeitos às legislações de Segurança Social enumeradas no artigo 5º, aplicáveis no Senegal, e delas beneficiam, bem como os seus familiares e dependentes, nas mesmas condições que os nacionais senegaleses.

2. Os nacionais senegaleses que exerçam, em Cabo Verde, uma actividade salariada ou assimilada estão sujeitos às legislações de Segurança social enumeradas no artigo 5º, aplicáveis em Cabo Verde, e delas beneficiam, bem os seus familiares e dependentes, nas mesmas condições que os cidadãos cabo-verdianos.

Artigo 3º

Revogação da cláusula de residência

1. As disposições contidas nas legislações de cada uma das partes contratantes que restrinjam ou suprimam os direitos dos estrangeiros por motivo de residência, não são oponíveis aos nacionais da outra parte contratante, qualquer que seja a sua residência.

2. As regras de actualização ou de revalorização previstas na legislação duma parte contratante são aplicáveis às prestações devidas a título desta legislação aos nacionais da outra parte contratante.

Artigo 4º

Disposições de não acumulação

1. A presente convenção não pode conferir ou manter o direito ao benefício de várias prestações da mesma natureza ou de várias prestações referentes ao mesmo período de seguro obrigatório, salvo no que diz respeito às prestações de velhice, de invalidez ou de doença profissionais que são liquidadas de acordo com as disposições dos artigos 13º, 14º, 23º, 24º, e 25º da presente Convenção.

2. As cláusulas de redução, suspensão ou supressão previstas na legislação duma parte contratante, por acumulação duma prestação com outras prestações ou outros rendimentos, ou pelo exercício duma actividade profissional, são oponíveis ao benefício, mesmo que se trate de prestações adquiridas ao abrigo da legislação duma parte contratante, ou de rendimento obtidos, ou duma actividade exercida no território da outra parte contratante.

Artigo 5º

Âmbito de aplicação

1. As legislações a que se aplica a presente convenção são, em ambos os países.

- a) As legislações sobre prestações familiares;
- b) As legislações sobre a prevenção e reparação dos acidentes de trabalho e doenças profissionais;
- c) As legislações sobre as pensões de velhice, invalidez e sobrevivência;
- d) As legislações sobre o seguro de doença.

2. A presente convenção aplica-se igualmente a quaisquer actos legislativos ou regulamentares que tenham modificado ou completado ou que venham a modificar ou completar as legislações enumeradas no parágrafo 1º do presente artigo.

Todavia, ela não se aplicará:

- a) Aos actos legislativos ou regulamentares que cubram um ramo novo de segurança social, se, para o efeito, não for concluído um acordo entre as partes contratantes;
- b) Aos actos legislativos ou regulamentares que estendam os regimes existentes a novas categorias de beneficiários, se houver oposição do Governo da parte que modificar a sua legislação. Neste caso, o Governo da outra parte será notificado num prazo de três (3) meses a contar da publicação oficial dos referidos actos.

Artigo 6º

Âmbito de aplicação territorial

Os territórios abrangidos pela presente Convenção são:

Para a República de Cabo Verde: o território da República de Cabo Verde, incluindo as águas territoriais e a zona situada para além do mar territorial sobre a qual Cabo Verde pode exercer direitos de soberania para fins de pesquisa, exploração, conservação e gestão dos recursos naturais, biológicos.

Para a República do Senegal: o território da República do Senegal, incluindo as águas territoriais e a zona situada para além do mar territorial sobre a qual o Senegal pode exercer direitos de soberania para fins de pesquisa, exploração, conservação e gestão dos recursos naturais, biológicos.

Artigo 7º

Âmbito de aplicação pessoal

1. Estão cobertos pela presente Convenção os nacionais de uma ou da outra Parte Contratante que exerçam ou tenham exercido, como trabalhadores salarizados ou assimilados, uma actividade salariada ou assimilada, bem como os seus familiares e dependentes.

2. Beneficiam igualmente da presente Convenção os apátridas e as pessoas que tenham o estatuto de refugiado e que residam no território duma das partes, bem como os seus familiares e dependentes.

3. Estão ainda cobertos pela presente Convenção os trabalhadores independentes que exerçam a sua actividade profissional no território duma Parte Contratante, mesmo que residam no território da outra parte contratante.

4. Não estão abrangidos pela presente Convenção:

- a) Os trabalhadores que não exerçam uma actividade salariada ou assimilada;
- b) Os funcionários civis e militares e as pessoas assimiladas;
- c) Os agentes diplomáticos e consulares.

Artigo 8º

Legislação especial

1. Os nacionais duma das Partes Contratantes que exerçam uma actividade salariada ou assimilada no território da outra Parte Contratante estão obrigatoriamente sujeitos ao regime de segurança social desta última parte.

2. Por derrogação às disposições do número 1 do presente artigo, não estão sujeitos ao regime de segurança social do país do lugar de trabalho e continuam ao regime de segurança social do país de origem:

- a) Os trabalhadores salarizados colocados pelo empregador no território ou outro país, para ali efectuarem um determinado trabalho por conta do referido empregador, desde que a duração da colocação não seja superior a

doze (12) meses renováveis uma única vez, sob reserva de acordo prévio das autoridades administrativas competentes dos dois países;

- b) As pessoas salarizadas, que não as referidas no artigo 7º, alínea b) ao serviço de uma administração de um dos Estados Contratantes e colocadas no território do outro Estado, continuam sujeitas ao regime de segurança social do Estado a que presta serviço;
- c) O pessoal salariado dos postos diplomáticos ou consulares, que não o referido no artigo 7º, número 3, alínea c) bem como os trabalhadores ao serviço pessoal de agentes destes postos, têm a faculdade de optar pela aplicação da legislação do Estado representado, desde que esses salarizados sejam nacionais deste Estado;
- d) Os agentes não funcionários colocados por uma das partes contratantes à disposição da outra parte, com base num contrato estabelecido em aplicação de acordos concluído entre Cabo Verde e Senegal, ficam sujeitos à legislação da primeira parte contratante;
- e) Os trabalhadores salarizados das empresas públicas ou privadas de transportes de um dos Estados Contratantes, ocupados no território do outro Estado, quer a título temporário, quer como pessoal ambulante, ficam sujeitos ao regime de segurança social em vigor no território do Estado onde a empresa tem a sua sede.

3. As autoridades administrativas competentes das partes contratantes poderão, de comum acordo, e no interesse dos trabalhadores de um ou do outro país, prever outras derrogações às disposições do parágrafo 1º do presente artigo. Inversamente, elas poderão acordar que as derrogações previstas no parágrafo 2º deste artigo não serão aplicadas em certos casos particulares.

TÍTULO II**Disposições particulares relativas às diferentes categorias de prestações****CAPÍTULO I****Acidentes de trabalho e doenças profissionais**

Artigo 9º

Transferência de residência

1. O trabalhador cabo-verdiano, vítima de acidente de trabalho ou atingido por uma doença profissional no Senegal, ou o trabalhador senegalês, vítima de acidente de trabalho ou atingido por uma doença profissional em Cabo Verde, que beneficie das prestações devidas durante o período de incapacidade temporária, continua a beneficiar das referidas prestações quando transfere a sua residência para o território da outra parte.

2. O trabalhador deve, antes de transferir a sua residência, obter a autorização da instituição de afiliação. Esta autorização é concedida até à data provável da cura ou da cicatrização da ferida.

3. Quando, expirado o prazo assim fixado, o estado da vítima o requerer, esta tem a possibilidade de obter a prorrogação da licença até à cura ou cicatrização da ferida. A decisão é tomada pela instituição de afiliação, tendo nomeadamente em conta as conclusões do exame médico efectuado pela instituição da nova residência do interessado.

Artigo 10º

Casos de recaída

Quando o trabalhador salariado cabo-verdiano ou senegalês for vítima duma recaída de acidente ou doença profissional, após ter transferido a sua residência para o outro país, ele tem direito ao benefício das prestações em espécie e pecuniárias, sob reserva de acordo prévio da instituição cabo-verdiana ou senegalesa a que se encontrava afiliada à data do acidente ou da primeira verificação da doença profissional.

Artigo 11º

Concessão das prestações por incapacidade temporária

1. As prestações em espécie previstas nos artigos 9º e 10º são asseguradas pela instituição do país da nova residência do interessado, de acordo com as disposições da legislação que ela aplica no que respeita à extensão e às modalidades de concessão das prestações.

2. As prestações pecuniárias previstas pelos artigos 9º e 10º são asseguradas pela instituição de afiliação do interessado, de acordo com a legislação que ela aplica, por intermédio da instituição do país da nova residência.

Artigo 12º

Encargos das prestações de incapacidade temporária

1. O encargo das prestações referidos nos artigos 9º e 10º é da responsabilidade da instituição de afiliação do interessado.

2. O acordo administrativo fixa as modalidades de reembolso das prestações pela instituição de afiliação à instituição do país da nova residência do interessado.

Artigo 13º

Prestações em espécie de vulto

No caso previsto nos artigos 9º e 10º, a concessão de próteses, aparelhos de grande porte e outras prestações em espécie de grande vulto cuja lista figurará em anexo ao acordo administrativo, fica sujeita, salvo em caso de urgência, à autorização prévia da instituição de afiliação.

Artigo 14º

Actividades sucessivos

Para avaliar o grau de incapacidade permanente resultante de um acidente de trabalho ou de uma doença profissional, face à legislação duma parte, os acidentes de trabalho ou doenças surgidas anteriormente sob a legislação da outra parte são considerados como se tivessem surgido sob a legislação da primeira parte.

Artigo 15º

Doenças profissionais

1. Quando o trabalhador vítima de doença profissional tenha exercido, no território das duas Partes, um emprego susceptível de provocar a referida doença, as prestações a que esse trabalhador ou seus sobreviventes podem pretender são concedidas exclusivamente nos termos da legislação da parte em cujo território o referido emprego tenha sido exercido em último lugar, desde que o interessado satisfaça as condições previstas nessa legislação.

2. Quando a legislação duma das Partes subordina o acesso às prestações por doença profissional à condição de a doença ter sido verificada clinicamente pela primeira vez no seu território, esta condição será considerada como tendo sido satisfeita quando a referida doença tiver sido diagnosticada pela primeira vez no território da outra Parte.

3. Em caso de pneumoconiose esclerogénea, são as disposições seguintes:

- a) Quando a legislação duma das partes subordina o benefício das prestações por doenças profissionais à condição de uma actividade susceptível de provocar a referida doença ter sido exercida durante um certo período, a instituição competente desta parte toma em consideração, na medida do necessário, os períodos durante os quais tal actividade tenha sido exercida no território da outra Parte;
- b) O encargo das prestações é repartido entre as instituições competentes das duas partes, segundo as modalidades previstas no acordo administrativo.

Artigo 16º

Agravamento da doença profissional

Em caso de agravamento duma doença profissional indemnizada ao abrigo da legislação duma das Partes, quando a vítima resida no território da outra Parte, aplicam-se as seguintes regras:

- a) Se o trabalhador não tiver exercido no território da sua residência um emprego susceptível de provocar essa doença profissional:

A instituição da primeira parte continua a suportar o encargo da prestação devida ao interessado ao abrigo da sua própria legislação, como se a doença não tivesse sofrido qualquer agravamento;

A instituição da outra parte assume o suplemento da prestação correspondente ao agravamento. O montante deste suplemento será estabelecido de acordo com a legislação desta última parte, como se a doença tivesse ocorrido no seu próprio território; ele será igual à diferença entre o montante da prestação que seria devida após o agravamento e o montante da prestação devida antes do agravamento.

Artigo 17º

Rendas do cônjuges(s) sobrevivente(s)

Em caso de acidente de trabalho ou de doença profissional seguido de morte, a renda devida ao cônjuge é liquidada segundo a legislação aplicável.

CAPÍTULO

Prestações familiares

Artigo 18º

Cálculo dos períodos de emprego

Se, para ter acesso às prestações familiares, o trabalhador não tiver completado todo o período de emprego exigido pela legislação do novo país de emprego, o período de emprego ou assimilado no outro país será contabilizado para completar o referido período.

Artigo 19º

Acesso às prestações familiares

1. Os trabalhadores salarizados ocupados em Cabo Verde ou no Senegal podem requerer, para os filhos que residem no território do outro país, as prestações familiares previstas na legislação do país de emprego, se preencherem as condições previstas nesta legislação.

2. As prestações familiares visadas no número 1 do presente artigo são devidas a título dos períodos de emprego e dos períodos assimilados, tal como prevê a legislação sobre as prestações familiares do país de emprego.

Artigo 20º

Filhos beneficiários

Os filhos beneficiários das prestações familiares referidas no artigo 19º são os filhos a cargo do trabalhador, em conformidade com a legislação do país de residência.

Artigo 21º

Concessão das prestações familiares

A concessão das prestações familiares é assegurada directamente pela instituição da Parte Contratante em cujo território a actividade salariada é exercida nos moldes previstos na respectiva legislação.

Artigo 22º

Transferência de residência da mulher salariada

1. A mulher salariada, em situação de licença de maternidade, que resida ou se encontre a residir temporariamente no território duma Parte Contratante que não o do país de emprego, continua a beneficiar no território desta Parte das prestações em espécie e pecuniária previstas na legislação do país de emprego.

2. Tais prestações são pagas directamente à interessada pela instituição do país de emprego segundo a sua própria legislação, como se a interessada continuasse a residir no território deste país.

Artigo 23º

Trabalhadores destacados

1. Os filhos dos trabalhadores referidos no artigo 8º, número 2, alínea a) que os acompanhem ao outro país, abrem direito às prestações familiares previstas pela legislação do país de origem.

2. A concessão das prestações é assegurada directamente pela instituição do país de origem dos interessados.

CAPÍTULO III

Seguros de velhice, invalidez e morte

Artigo 24º

Direito de opção

1. O trabalhador salariado cabo-verdiano ou senegalês que, ao longo da sua carreira tenha estado abrangido, sucessiva ou alternadamente, no território das duas Partes Contratantes, por um ou vários regimes de seguro de velhice de cada uma destas partes, poderá, no momento em que aceder ao direito à prestação, optar pela aplicação conjunta ou pela aplicação separada das legislações de cada uma das Partes Contratantes.

a) Se optar pela aplicação separada das legislações nacionais, as prestações que pode requerer nos termos de cada uma destas legislações serão liquidadas, independentemente dos períodos de seguro ou equivalentes cumpridos no outro país, como se o interessado estivesse sujeito apenas à legislação dum desses países;

b) Se, pelo contrário, optar pela aplicação conjunta das legislações nacionais, as prestações que ele pode requerer nos termos destas legislações são liquidadas segundo as regras fixadas nos artigos seguintes do presente capítulo.

2. Quando o falecimento, que abre direito à atribuição duma pensão de sobrevivência, ocorre antes do trabalhador ter obtido a liquidação dos seus direitos a título de seguro de velhice dos seus familiares e dependentes dispõe da faculdade de opção visado no número 1 do presente artigo.

Artigo 25º

Cálculo dos períodos de seguro**(Regras-Gerais)**

1. Os períodos de seguro cumpridos ao abrigo de cada uma das legislações das duas Partes Contratantes, bem como os períodos equiparados a períodos de seguro, são totalizados, desde que não se sobreponham, tanto com vista à determinação do direito às prestações como para a manutenção ou recuperação desse direito.

2. Os períodos equiparados a períodos de seguro são, em cada um dos países, os que forem reconhecidos como tais pela legislação deste país.

3. Quando o período equiparado a um período de seguro pela legislação dum país coincide com um período de seguro cumprido no outro país, apenas o período de seguro é tomado em consideração pela instituição deste último país.

4. Quando um mesmo período é equiparado a um período de seguro, tanto pela legislação cabo-verdiana como pela legislação senegalesa, o referido período é tomado em consideração pela instituição do país onde o interessado tenha feito o seu último seguro obrigatório antes do período em causa.

Artigo 26º

Liquidação das prestações

1. Tendo em conta a totalização dos períodos de seguro e assimilados, efectuada de acordo com o artigo precedente, a instituição de cada país determina, conforme a sua própria legislação, se o interessado reúne as condições requeridas para ter direito às prestações previstas nessa legislação.

2. Uma vez adquirido o direito, a instituição competente de cada país determina, por ordem, a prestação a que o segurado teria direito se todos os períodos de seguro ou equiparados tivessem sido cumpridos exclusivamente ao abrigo da sua própria legislação.

3. A prestação efectivamente devia ao interessado pela instituição competente de cada país é determinada, reduzindo o montante de prestação visada no número precedente, proporcionalmente à duração dos períodos de seguro ou equiparados cumpridos ao abrigo da sua própria legislação, em relação ao conjunto dos períodos cumpridos nos dois países.

Artigo 27º

Duração mínima dos períodos de seguro

1. Quando os períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação de uma das duas partes forem inferiores a doze (12) meses, nenhuma prestação é devida a título da legislação desta parte.

Todavia, o país junto do qual o direito não foi aberto aplicará ao segurado as disposições da sua própria legislação, quando o período de estágio de doze (12) meses não tenha sido realizado.

2. Os períodos de seguro acima visados são, entretanto, tomados em consideração para a abertura dos direitos por totalização, face à legislação da outra parte, nos termos do artigo anterior, a menos que disso resulte uma diminuição da prestação devida a título da legislação desta Parte.

3. Se da aplicação das disposições dos números 1 e 2 resultar a isenção das instituições das duas Partes da obrigação de pagar uma prestação, os períodos são totalizados com vista à abertura dos direitos. A liquidação das prestações efectua-se de acordo com as disposições dos artigos 25º e 26º.

Artigo 28º

Cálculo das prestações

Quando, segundo a legislação duma das Partes Contratantes, a liquidação das prestações se efectua na base do salário médio de todo ou parte do período de

seguro, o salário médio tomado em consideração para o cálculo das prestações a cargo das instituições desta Parte é determinado a partir dos salários registados durante o período de seguro cumprido ao abrigo da legislação da referida Parte.

Artigo 29º

Casos de liquidação sucessiva de prestações

1. Quando o segurado não preenche, simultaneamente, as condições exigidas pelas duas legislações que lhe são aplicáveis, mas satisfaz apenas as condições de uma delas, a liquidação das prestações por totalização dos períodos cumpridos nos dois países fica diferida até à data em que forem igualmente preenchidas as condições exigidas pela outra legislação.

2. Ele beneficia apenas das prestações previstas na legislação nacional em relação à qual o direito está aberto, levando-se unicamente em conta os períodos cumpridos ao abrigo dessa legislação.

3. Quando as condições exigidas pela outra legislação forem preenchidas, procede-se à revisão das prestações devidas ao segurado nos termos dos artigos 25º, 26º e 27º, se ele tiver optado pela aplicação conjunta das legislações de cada uma das partes contratantes, e desde que a liquidação anterior não tenha dado lugar a um reembolso de cotizações.

Artigo 30º

Prestações de sobrevivência

1. As disposições do presente capítulo são aplicáveis, por analogia, aos direitos dos sobreviventes.

As prestações são liquidadas de acordo com a legislação aplicável.

CAPÍTULO IV

Seguro de doença

Artigo 31º

Prestações de seguro de doença

1. Os trabalhadores cabo-verdianos no Senegal beneficiam, bem como os seus familiares e dependentes, das prestações previstas nas legislações sobre o seguro de doença nas mesmas condições que os trabalhadores senegaleses.

2. Os trabalhadores senegaleses em Cabo Verde beneficiam, bem como os seus familiares e dependentes, das prestações previstas nas legislações sobre o seguro de doença nas mesmas condições que os trabalhadores cabo-verdianos.

TÍTULO III

Disposições comuns

CAPÍTULO I

Medidas de aplicação da convenção

Artigo 32º

Acordo administrativo

Para aplicação da presente Convenção, as autoridades administrativas competentes dos dois países

concluirão, além do acordo administrativo geral, todos os acordos administrativos que a completem ou modifiquem.

Artigo 33º

1. As autoridades administrativas competentes dos dois países:

- a) Procederão à troca directa de todas as informações relativas às medidas tomadas, no plano interno, para a aplicação da presente Convenção e dos acordos, bem como as informações estatísticas que lhe dizem respeito;
- b) Notificar-se-ão mutuamente das dificuldades que possam surgir, no plano técnico, da aplicação das disposições da Convenção ou dos seus acordos;
- c) Procederão ao intercâmbio directo de quaisquer informações relativas às modificações introduzidas nas legislações e regulamentações referidas no artigo 5º, na medida em que se estas modificações forem susceptíveis de afectar a aplicação da presente Convenção ou dos acordos concluídos no quadro da sua aplicação.

2. Para a aplicação, tanto da presente Convenção como da legislação de segurança social da outra Parte, as autoridades administrativas competentes e as instituições de segurança social das duas Partes contratantes colaboração entre si como se se tratasse da aplicação da sua própria legislação de segurança social.

CAPÍTULO II

Disposições derogatórias às legislações internas

Artigo 34º

Isenções de taxa e dispensa de visto

1. O benefício das isenções de direito de registo, cartório, selo e taxas consulares previstas pela legislação de uma das Partes Contratantes, relativamente aos documentos a apresentar às administrações ou instituições de segurança social desta Parte é extensivo aos documentos correspondentes a apresentar, para a aplicação da presente Convenção, às administrações ou instituições de segurança social da outra Parte.

2. Quaisquer actos, documentos e documentos a apresentar para a execução da presente Convenção são dispensados do visto de legalização das autoridades diplomáticas e consulares e dos direitos de chancelaria.

Artigo 35º

Formalidades

As formalidades previstas pelas disposições legais ou regulamentares de uma das Partes Contratantes para a concessão das prestações devidas aos seus nacionais no território de outra Parte aplicar-se-ão igualmente, nas mesmas condições, aos nacionais da outra parte admitidos ao benefício das prestações ao abrigo da presente Convenção.

Artigo 36º

Recursos

Os recursos em matéria de segurança social que deveriam ser interpostos, num determinado prazo, junto duma autoridade, instituição ou jurisdição de uma das Partes Contratantes competentes para os receber, serão aceites se forem apresentados dentro do mesmo prazo a uma autoridade, instituição ou jurisdição competente da outra Parte. Neste caso, a transmissão dos recursos à autoridade, instituição ou jurisdição competente da primeira Parte deverá efectivar-se sem demora.

Artigo 37º

Cobrança das cotizações

A cobrança das cotizações e das penalidades devidas a uma instituição de uma das Partes Contratantes pode ser feita no território da outra Parte, de acordo com todos os procedimentos, as garantias e os privilégios aplicáveis à cobrança das cotizações e penalidades devidas à instituição desta última Parte.

Artigo 38º

Terceiro responsável

Se uma pessoa beneficia de prestações ao abrigo da legislação duma Parte Contratante, por um dano causado ou ocorrido no território da outra Parte Contratante, os direitos da instituição devedora das prestações contra uma terceira pessoa abrigada a reparar o dano são liquidados da seguinte forma:

- a) Quando, ao abrigo da legislação que ela aplica, a instituição devedora é subrogada no todo ou em parte, dos direitos que o beneficiário detém contra a terceira pessoa, a outra Parte Contratante reconhece uma total sub-rogação;
- d) Quando a Instituição devedora detém um direito directo contra a terceira pessoa, a outra Parte de Contratante reconhece este direito.

CAPÍTULO III

Soluções dos diferendos

Artigo 39º

Conciliação e arbitragem

Todas as dificuldades relativas á interpretação da da presente Convenção serão resolvidas de comum acordo pelas autoridades administrativas competentes referidas no artigo 1º.

No caso de não ser possível chegar a uma solução por esta via, o diferendo será resolvido por via de arbitragem. Cada um dos dois governos designará um árbitro.

Se, num prazo de dois (2) meses, os dois árbitros não chegarem a um acordo, designarão um árbitro de desempate, nacional dum país terceiro.

A comissão arbitral assim constituída decidirá por maioria de votos. A sua decisão será definitiva e obrigatória.

TÍTULO IV

Disposições finais

Artigo 40º

Validade

A presente convenção terá a validade de um ano renovável por tácita recondução.

Artigo 41º

Denúncia

A presente Convenção pode ser denunciada por cada uma das duas Partes. A denúncia será notificada, por via diplomática, pelo menos sessenta (60 dias antes da expiração do prazo de vigência.

Neste caso, as disposições da presente Convenção continuarão a ser aplicáveis aos direitos adquiridos, não obstante as disposições restritivas previstas nas legislações das Partes Contratantes relativamente à permanência no estrangeiro do trabalhador e dos seus familiares e dependentes.

Artigo 42º

Data de entrada em vigor

Cada Parte Contratante notificará por escrito à outra Parte Contratante do cumprimento das formalidades constitucionais necessárias para a entrada em vigor da presente Convenção-Geral.

A presente Convenção-Geral entrará em vigor no primeiro dia do terceiro mês que se seguirá à data da última dessas notificações.

Feito em Dakar, aos 12 de Março de 1998, em dois exemplares em língua francesa e portuguesa, ambos os textos fazendo igualmente fé.

Pelo Governo da República de Cabo Verde, *Amílcar Spencer Lopes*, Ministro dos Negócios Estrangeiros e das Comunidades.

Pelo Governo da República de Senegal, *Robert Sagna*, Ministro do Estado, Ministro da Agricultura.

Resolução nº 49/98

de 5 de Outubro

No uso da faculdade conferida pelo artigo 289º da Constituição, o Governo aprova a seguinte Resolução:

Artigo único — É nomeada a professora Elisa Ferreira da Silva, Licenciada em Filosofis, para em comissão ordinária de serviço desempenhar o cargo de presidente do instituto Superior de Engenharia e ciências do mar, com efeitos a 1 de Outubro de 1998.

Visto e aprovado em conselho de Ministros.

Carlos Veiga

Publique-se.

O Primeiro-Ministro, *Carlos Veiga*

CHEFIA DO GOVERNO

Secretaria-Geral

Rectificações

Por ter saído de forma inexacta, o Decreto-Lei nº33/98, publicado no Boletim Oficial nº32/98, de 31 de Agosto, rectifica-se na parte que interessa:

Onde se lê:

Artigo 1º

1. Têm direito a habitar gratuitamente moradias de Estado, as seguintes:

Deve ler-se:

“Artigo 1º

1. Têm direito a habitar gratuitamente moradias de Estado, as seguintes entidades:”

Por não ter sido publicado o artigo 1º da Portaria nº49/98, publicado no Boletim Oficial nº34, I Série, de 14 de Setembro, publica-se de novo:

Portaria nº 49/98

de 14 de Setembro

Com o objectivo de atender às expectativas de inúmeros quadros do sector bancário e segurador e de outros estudantes caboverdeanos, o Governo aprovou, através do Decreto-Lei nº 28/98 de 27 de Julho o Curso de Gestão Bancária ministrado pelo Instituto Superior de Gestão Bancária, em regime de ensino à distância.

Convindo aprovar o plano curricular do referido curso,

Ao abrigo do nº 2 do artigo 5º do Decreto-Lei nº 28/98 de 27 de Julho, manda o Governo da República de Cabo Verde pelo Ministro da Educação, Ciência, Juventude e Desporto, o seguinte:

Artigo 1º

É aprovado o plano curricular em anexo do Curso de Gestão Bancária.

Artigo 2º

A presente portaria entra imediatamente em vigor.

Gabinete do Ministro da Educação, Ciência, Juventude e Desporto, 7 de Setembro de 1998. — O Ministro, *José Luís Livramento Monteiro*.

CURSO DE GESTÃO BANCÁRIA
Plano Curricular

Ano	Semestres	
	2º	1º
1º	Contabilidade Financeira I Conceitos Fundamentais de Matemática Introdução à Gestão Sociologia Microeconomia	Contabilidade Financeira II Psicossociologia Gestão e Organização da Banca Cálculo Financeiro Macroeconomia
2º	Diagnóstico Económico Financeiro de Empresas Estatística Aplicada I Noções Gerais de Direito Avaliação de Investimentos Economia Monetária	Contabilidade de Custos e Controlo de Gestão Estatística Aplicada II Direito na Actividade Bancária Introdução aos Mercados Financeiros Historia Económica e do Pensamento Económico
3º	Gestão da Produção de Serviços Bancários I Financiamento e Crédito Bancário I Marketing I Análise de Risco Sistemas de Informação para a Gestão	Optativa I Financiamento e Crédito Bancário II Marketing II Finanças Empresariais Gestão de Recursos Humanos
4º	Análise Financeira de Bancos Gestão Internacional na Banca Estratégia na Banca I Fiscalidade dos Produtos Bancários e Financeiros Comunicação	Gestão de Activos e Passivos Optativa II Estratégia na Banca II Futuros e Opções Negociação
5º	Trabalho Final Simulador Seminário	
	DISCIPLINAS OPTATIVAS Gestão da Produção de Serviços Bancários II Consolidação de Contas Gestão Seguradora Auditoria Bancária Finanças Internacionais	

Nota:

1 - A conclusão dos três primeiros anos (1º ciclo) do curso confere o grau de Bacharel.

2 - A conclusão dos dois últimos anos (2º ciclo) constitui uma licenciatura complementar do bacharelato anterior.

Secretaria-Geral do Governo, 23 de Setembro de 1998. — O Secretário-Geral, *Hélio de Jesus Pina Sanches*